

# Une réélection sans panache, un pays sans illusion

Réglée comme du papier à musique, formatée comme une feuille millimétrée et passée par le redoutable sas de la haute administration, cette troisième reconduction manquait cependant d'intérêt. Ce «quelque chose» qui s'apparente à l'enjeu et qui, habituellement, suscite le désenchantement dans le camp des vaincus. Une triste «victoire» acquise sans panache. Une troisième conquête qui n'en est pas une, oblitérée par le «fait accompli» du 12 novembre 2008. Un déni démocratique qui signe la défaite d'un pays et solde le compte d'un combat ancien.

En réalité, ce semblant de scrutin ne consacre pas l'omnipotence d'un homme mais plutôt la restauration de l'esprit du système que l'on a cru ébranlé, fissuré, voire «métastasé». Celui qui a toujours prétendu refléter la réalité du pays et n'a jamais cessé de désigner le genre d'homme capable de le perpétuer.

C'est en ce sens qu'il faut expliquer la longévité octroyée à Bouteflika et, à l'inverse, justifier l'effacement du champ politique de tous les contre-pou-

voirs. Cela dit, ce n'est, par conséquent, pas du côté de l'opposition qu'il faut, dorénavant, se tourner mais à ce président «confortablement» réélu qu'il est nécessaire de s'adresser.

Doté de prérogatives étendues, grâce aux amendements constitutionnels qu'il imposa récemment, saura-t-il agir en conséquence et faire en sorte que ce quinquennat ne ressemble pas aux deux précédents ? Reconduit par l'appareil d'Etat, non pas sur ses bilans (dont d'ailleurs lui-même reconnaissait qu'ils ne furent pas à la hauteur des attentes), mais sur ce qu'il incarne comme gage pour le système lui-même, saura-t-il enfin s'en affranchir pour redevenir le président des Algériens ?

Autrement dit, aura-t-il le désir et la volonté de se soustraire aux influences des lobbies qui viennent de le soutenir par intérêt et se donner une feuille de route qui tienne d'abord compte du bien public, de la bonne gouvernance et, partant de là, mettre cette dernière à l'abri des réseaux de l'affairisme ? Car, c'est de l'orientation globale de sa

présidence qu'il s'agira à partir d'aujourd'hui. Celle qui doit, cette fois-ci, rendre lisible sa démarche et dans le même temps, rompre avec le style qui fut le sien durant dix années. Mais le voudra-t-il et le pourra-t-il lorsqu'on sait qu'il est une nouvelle fois redevable à ceux qui lui ont donné tous les feux verts pour re-postuler contre la Constitution de 1996 ?

Lui qui, depuis ce 9 avril au soir, prétend étreindre une adhésion populaire massive, devra pourtant satisfaire d'autres cahiers des charges que ceux qu'il a l'habitude d'exécuter au seul bénéfice des institutionnels à son service : parlementaires, appareils partisans, faux syndicat, affairistes rentiers, etc.

Désormais, l'impatience des chaumières et la colère des rues l'attendent sur ses promesses de campagne. Et c'est à partir de cette interpellation muette que son nouveau triomphe risque de se transformer pour lui en piège. Tenu à la satisfaction de nombreuses demandes sociales, il n'est plus à l'abri des désaveux capitaux.

Au-delà des impasses

socio-économiques, le président, dans sa troisième version, est également appelé à clarifier sa philosophie du pouvoir et les concepts qu'il souhaite imposer à la refondation de l'Etat. Car, enfin, l'on ne peut pas solliciter les urnes et l'électorat et dans le même temps demeurer ambigu sur le bien-fondé des libertés publiques. C'est donc à lui que l'opinion demandera une exégèse de l'Etat de droit. Bien évidemment, d'aucuns diront qu'il s'en est souvent expliqué par le passé mais ils oublient que quelque chose de grave a eu lieu un certain 12 novembre qui a jeté un voile inquiétant sur le destin de la démocratie. Tous les communicants à son service, qui s'étaient efforcés d'argumenter sur le sujet, n'ont guère convaincu sinon du contraire. C'est-à-dire que l'on a légiféré pour la présidence à vie. C'est désormais chose faite.

Solennellement investi de pouvoirs exorbitants, il hérite d'une omnipotence qui a cependant son revers. Celui de gouverner sans filet pour amortir les mauvais rebonds. En effet, à elle seule, une



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

réélection bricolée dans des conditions troubles ajoute de la suspicion au scepticisme général.

Pour Bouteflika III, le temps du louvoiement politique est révolu. Privé des artifices que représentait jusque-là une certaine opposition institutionnelle, il sera seul à payer cash la moindre erreur dans la conduite des affaires de l'Etat. Et c'est à lui qu'incombera le périlleux défi de sauver un quinquennat de trop afin d'échapper à l'implacable jugement de l'Histoire.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POINT DE VUE

# Insurrection citoyenne ?

Plus de 74,11% de participation ! Abdelaziz Bouteflika réélu avec 90,24% ne laissant que des miettes à ses poursuivants, qui se sont bornés à dénoncer le gonflement du taux de participation, la fraude et les irrégularités ayant marqué ce scrutin et que le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, a vite balayés du revers de la main.

Quoi qu'il en soit, c'est du jamais vu ! A en juger par les résultats publiés par le ministère de l'Intérieur, les Algériens ont voté en masse dans un scrutin sans enjeu puisque le président élu était connu d'avance ! Un vrai plébiscite. Fêté comme il se doit dès jeudi soir.

On aurait donc assisté, sans qu'on s'en rende compte, à une insurrection citoyenne ! De quoi faire taire ces médias étrangers et quelques journaux nationaux (suivez mon regard) qui ne voient que du mal dans notre beau pays. On aurait donc vu tout faux.

Certes, le pouvoir n'a pas été avare en moyens pour faire voter les Algériens. Une image omniprésente du président-candidat à Alger, Oran et les

grandes villes du pays, y compris dans les coins les plus reculés de notre belle Algérie, donnant l'image d'un pays voué au culte de la personnalité.

Cela étant, comment expliquer que les Algériens, en ces temps de récession mondiale, sur fond de baisse du prix du baril de pétrole (richesse exclusive du pays), de flambée des prix, auraient pris soudainement conscience que leur quotidien s'est amélioré, et que leur niveau de vie allait encore progresser ?

En quoi la situation du plus grand nombre s'est-elle à ce point améliorée au point qu'ils soient si nombreux à décider de reconduire massivement Bouteflika pour un troisième mandat ? Comment expliquer que des gens obligés de se serrer la ceinture en fin de mois, dont le pouvoir d'achat a baissé, vivant dans leur grande majorité dans des logements à la limite de la précarité, sans compter ces familles nombreuses s'entassant dans des appartements insalubres, pour ne pas dire dans des bidonvilles, sans eau et sans électricité, décident au dernier moment d'aller voter en masse ?

Comment expliquer qu'en contexte de crise sociale, de chômage touchant principalement des jeunes et de pauvreté, qu'une majorité d'Algériens n'ait eu qu'une idée en tête, celle de se rendre massivement aux urnes pour reconduire Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat ?

Comment expliquer que des jeunes n'ayant en tête que partir à l'étranger, quitte à braver la mort sur des embarcations de fortune, décident au dernier moment d'aller voter ? Par quel miracle ?

Ont-ils été hypnotisés ? Est-ce le travail de proximité du FLN alors (chacun a pu l'observer) qu'il a été le grand absent d'une campagne électorale gérée exclusivement par l'administration ?

Tandis que le discours du président-candidat, axé principalement sur l'amnistie des islamistes armés si ces derniers acceptaient de déposer les armes, n'a pas beaucoup évoqué le difficile vécu quotidien des Algériens.

Qui plus est, à la différence de Barack Obama, le discours servi par les différents candidats à la population

Par Hassane Zerrouky

n'a pas fait rêver les jeunes Algériens. Ce mélange de social-populisme teinté de nationalisme et de religiosité — cela vaut également pour M<sup>me</sup> Louisa Hanoune qui a mis entre parenthèses Trotski et ses écrits sur la révolution permanente — n'a pas intéressé grand monde.

La raison ? Pour une majorité d'Algériens, l'affaire était entendue : pas dupes, ils savaient qu'une fois révisée sans débat la Constitution mettant fin à la limitation des mandats, Abdelaziz Bouteflika allait s'offrir un troisième mandat. Partant de là, et sans être des diplômés de sciences politiques — le bon sens populaire suffisait — ils savaient qu'ils avaient affaire à une élection sans enjeu jouée d'avance. Abdelaziz Bouteflika voulait un vote massif, supérieur à celui obtenu par Liamine Zeroual en 1995, et ce, dans un contexte où il n'avait affaire qu'à des candidats faire-valoir, inconnus de la grande masse des Algériens, il l'a eu !

H. Z.